

# Des élus veulent le label "Grande cause nationale 2018" pour les centres-villes

Actualités Territoires

Publié le 07/09/2017 à 16:05

5

1



© Pictarena / Fotolia

L'association Centre-Ville en mouvement, qui réunit plusieurs centaines d'élus, demande à **Emmanuel Macron** que les centres-villes, menacés de "désertification rapide", soient déclarés "Grande cause nationale 2018", dans un courrier adressé au chef de l'Etat diffusé jeudi. Les élus alertent le président de la République sur "la situation très préoccupante" des centres-villes, dont ils constatent la "désertification rapide". L'attribution du label "Grande cause nationale" montrerait "toute l'attention que porte la France sur l'avenir de ses coeurs de villes et de ses quartiers tout en apportant des moyens financiers de la part de partenaires privés", écrit Patrick Vignal (REM), député de l'Hérault, qui préside l'association créée en 2005.

Parmi une série de propositions exposées au cours d'une conférence de presse, l'association demande par ailleurs un moratoire d'un an "sur les extensions des zones commerciales hors des centres-villes". Elle souhaite que l'Etat "montre l'exemple", en maintenant notamment les

administrations et infrastructures (hôpitaux, commissariats...) en centre-ville, mais aussi par un renforcement de la sécurité et des allègements de fiscalité. Certaines contraintes urbanistiques doivent, selon les élus, être allégées pour les immeubles en centre-ville et des efforts faits pour bénéficier de fonds européens.

"Beaucoup de villes moyennes, de 30 à 40 000 habitants, sont des mouiroirs après 19H00", a déploré Patrick Vignal, selon qui "depuis 30 ans, aucun gouvernement n'a mis les moyens" pour préserver l'attractivité des centres-villes. Il a toutefois noté la "volonté forte d'Emmanuel Macron" sur le sujet. Il s'agit notamment pour les élus de lutter contre les "vacances commerciales" - les locaux commerciaux vacants - nombreux en centres-villes. **Arnaud Robinet**, maire LR de Reims, a souligné pour sa part l'importance de l'accès aux centres et d'une politique de gratuité des parkings. Selon une étude de CSA, 73 % des Français se rendent au moins une fois par semaine dans leur centre-ville. 59 % d'entre eux s'y disent attachés, mais la proportion monte à 65 % chez les jeunes de 18 à 24 ans. "Les jeunes veulent un centre-ville social et digital, les seniors veulent l'aspect pratique, la ville facilitée", note l'institut.

*« Tous droits de reproduction et de représentation réservés. © (2017) Agence France-Presse »*